

Le Crédit Mutuel sacrifie «Le Pays» et détruit 40 emplois

Le doute n'est plus de mise. Des informations absolument dramatiques nous arrivent d'un C.E. extraordinaire de L'Est-Républicain, qui s'est tenu le 7 juin 2013. Le Crédit Mutuel, la « Banque à qui parler », a décidé de faire la peau au journal « Le Pays » et à ses 40 salariés. Les propos tenus par Michel Lucas, tout-puissant patron de la banque, sont sans équivoque : « Le Pays est un canard qui ne peut être rentabilisé » ; concernant les emplois, « Je n'ai jamais garanti un emploi de ma vie en 40 ans, il faut se débrouiller pour qu'il y ait le moins de dégâts sociaux ». Le projet prévoit également le transfert de l'impression du « Pays » sur les rotatives de L'Est-Républicain, une solution plus que critiquable, sachant que le lieu de production éloignera le journal de sa zone de diffusion. Nous sommes en droit de nous interroger sur la volonté de pérenniser le centre d'impression de Mulhouse, alors qu'une réorganisation des services a été menée à bien il y a quelques semaines à peine, après la perte du contrat des « Echos ».

Ces déclarations résonnent comme un véritable pied de nez adressé à la direction du groupe L'Alsace. Ainsi, les masques tombent, et avec eux les vagues promesses de la direction de L'Alsace, groupe éditeur du « Pays », qui garantissait encore, voilà peu, que le transfert du fonds de commerce de son journal franc-comtois à L'Est-Républicain se ferait sans casse sociale et sans disparition du titre. La prise de position du patron du Crédit Mutuel a au moins le mérite de la clarté et ne souffre aucune ambiguïté : nous sommes bel et bien entrés dans l'aire des plans sociaux, et nous sommes tous concernés.

Au-delà de la façon plus que douteuse du traitement de ce dossier, avec des décisions qui seraient prises au sein de L'Est-Républicain, sans qu'à aucun moment, les instances représentatives de L'Alsace-Le Pays n'aient voix au chapitre, la FILPAC-CGT condamne avec la plus grande fermeté les orientations qui ont été annoncées. Nous sommes clairement engagés dans une entreprise de démantèlement du groupe L'Alsace. Cette déclaration de guerre appelle la riposte la plus énergique et la plus large possible.

Face à cette situation, la FILPAC-CGT du journal « L'Alsace-Le Pays » mettra tout en œuvre pour s'opposer à ces choix néfastes pour nos journaux et pour les salariés. Elle exige l'ouverture d'un cycle de négociations rassemblant les directions ainsi que les organisations syndicales représentatives des deux journaux, avec l'objectif de définir les axes stratégiques permettant de développer la presse en Franche-Comté et garantissant les emplois de toutes et tous. Pour la FILPAC-CGT, il est hors de question de voir le moindre salarié expédié à Pôle emploi. Elle s'engage à élaborer une stratégie de lutte permettant de rassembler les salariés de toutes les catégories de personnel, et appelle d'ores et déjà au soutien et à la solidarité dans tous les journaux détenus par le Crédit Mutuel.

Fait à Mulhouse, le 10 juin 2013